

**Mme Berta Soler**  
Leader des Dames en Blanc  
Prix Sakharov 2005

**D. Guillermo Fariñas**  
Coordinateur Général du Forum uni antitotalitaire (FANTU)  
Prix Sakharov 2010

Cuba, 8 décembre 2021

**S.E. M. David Maria Sassoli, Président du Parlement européen,  
Membres du Bureau du Parlement européen,  
Membres du Parlement européen,**

Chers amis,

Recevez tous un salut fraternel avec gratitude pour tout ce que vous avez fait pour le peuple cubain depuis votre institution, et pour nous avoir accordé votre aimable attention pour lire cette lettre.

Le Parlement Européen est une institution qui, depuis des décennies, défend sans relâche les droits de l'homme à Cuba. Leur élan d'aide les a poussés à chercher des options et des alternatives pour amener un changement démocratique à Cuba. L'attitude de soutien aux lauréats du Prix Sakharov et à la société civile a été fraternelle et étroite, et **nous n'avons que des mots de remerciement pour l'institution, le Parlement européen, que vous représentez.**

Cette institution a donné son approbation le 5 juillet 2017 à l'accord de dialogue politique et de coopération avec Cuba en soulignant une autre résolution simultanée, également du 5 juillet 2017, sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord de dialogue politique et de coopération avec Cuba,<sup>1</sup> qui exprimait, entre autres conditionnalités relatives aux droits de l'homme, la prérogative suivante :

*« Invite l'Union à soutenir la vision du Parlement de la démocratie, des droits de l'homme universels et des libertés fondamentales, telles que la liberté d'expression, de réunion et d'association politique, la liberté d'information sous toutes ses formes, ainsi que sa "politique globale de soutien aux défenseurs des droits de l'homme" tout au long de ce dialogue ; encourage les deux parties à mettre en place des garanties pour le travail des défenseurs des droits de l'homme et la participation active de tous les acteurs de la société civile et des dissidents à ce dialogue ;».*

De même, l'Accord lui-même contient une série d'articles contraignants dans le domaine des droits de l'homme (articles 1.5, 2.c, 5, 22 et 43.2) et également en ce qui concerne le **rôle de la société civile** (préambule et articles 2.g, 19.e, 36, 42.1, 47.6.e et 59.2). L'article 36 se lit comme suit :

*"Les parties reconnaissent la contribution potentielle de la société civile, y compris les universités, les centres de recherche et les médias, à la réalisation des objectifs du présent accord. Ils conviennent de promouvoir des actions visant à soutenir la participation accrue de la société civile à la formulation et à la mise en œuvre des activités de développement et de coopération sectorielle pertinentes, notamment par le renforcement des capacités.*

Après cinq ans, nous pouvons faire certaines déclarations que nous avons également transmises à M. Josep Borrell dans la lettre ci-jointe, que nous joignons avec les références et les preuves appropriées :

- A) **Depuis la ratification de l'Accord de Dialogue Politique et de Coopération (ADPC), l'ambassade de l'UE à Cuba n'a jamais rencontré publiquement la société civile cubaine ni les lauréats du prix Sakharov.** Les dirigeants démocratiques d'autres pays l'ont fait.
- B) **L'ambassade de l'UE à Cuba organise fréquemment des réunions publiques avec des entreprises et des organismes d'État cubains, et déclare avoir rencontré la "société civile" cubaine lors de ces réunions.** Même lorsqu'on leur dit qu'il s'agit d'entreprises publiques, le Service Européen d'Action Extérieure (SEAE) va jusqu'à les qualifier de "société civile dépendante", ce qui est un oxymore.
- C) **Depuis la ratification de l'ADPC, le SEAE n'a jamais coopéré, facilité ou négocié de fonds européens ou d'aide pour la société civile cubaine ou pour les Prix Sakharov ou leurs organisations et activités.**

<sup>1</sup> JO C 334 du 19.9.2018, p. 99 et p.235 : [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/ES/TXT/HTML/?uri=OJ:C:2018:334:FULL&from=FI#C\\_2018334ES.01009901.doc](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/ES/TXT/HTML/?uri=OJ:C:2018:334:FULL&from=FI#C_2018334ES.01009901.doc).

D) **Le SEAE n'a mis en œuvre que des projets d'investissement avec des entreprises et des organismes d'État cubains**, soit directement, soit indirectement par le biais d'ONG européennes, **mais dans ses annuaires, il indique qu'il s'agit de fonds versés à la "société civile" cubaine.**

La preuve de tout ce qui précède se trouve dans la lettre envoyée aujourd'hui à M. Josep Borrell.

C'est le résultat de la mise en œuvre d'une clause bien intentionnée de l'accord de dialogue qui, à l'heure actuelle et en ce qui concerne les droits de l'homme et la société civile, **est violée de manière flagrante par les deux parties, le régime cubain en termes de droits de l'homme et le SEAE en termes de traitement de la société civile.** Ce laxisme a des effets tragiques, avec une impunité diplomatique pour l'exercice le plus barbare de la répression qui, avec une croissance exponentielle, s'exerce contre le peuple cubain et sa société civile, sans aucune réponse diplomatique à la répression qui a lieu. Ce laxisme coexiste avec des crimes d'État commis à Cuba qui dépassent de loin le seuil des crimes contre l'humanité dans de nombreuses rubriques de l'article 7 du Statut de Rome.

Nous, les lauréats du prix Sakharov à Cuba, sommes dans une situation insolite. Nous ne sommes même pas autorisés à rencontrer en personne l'Ambassade de l'Union Européenne, car nous n'avons eu aucune rencontre en personne depuis des années, afin de ne pas "*déranger*" le même régime qui commet des crimes contre l'humanité contre notre peuple. À tel point qu'en décembre 2020, quelques heures avant une comparution à une *audition de la* délégation pour l'Amérique centrale du Parlement européen, un acte officiel d'une institution de l'Union européenne, Berta Soler s'est vu refuser l'utilisation des installations de l'ambassade, alors qu'auparavant le SEAE lui-même avait confirmé les invitations à la demande du Parlement. Cette décision a été communiquée à Berta Soler par un bref message texte révoquant l'invitation, sans autre explication que le fait que la décision avait été prise à un haut niveau du SEAE, quelques heures seulement avant que l'intervention n'ait lieu, sans qu'il soit possible de réagir de quelque manière que ce soit. Les Dames en Blanc ont subi le blocage de tout l'Internet pendant les heures de l'événement et Berta Soler n'a pas pu être en direct.

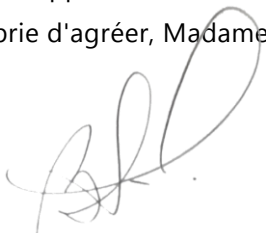
Le résultat de tout cela est que nous, les lauréats du prix Sakharov et la société civile dans son ensemble, nous sentons abandonnés et sous-estimés par le SEAE, pas par le Parlement européen et, alors que la violence de l'État devient de plus en plus virulente contre nous tous, nous ne trouvons toujours pas le soutien public et l'aide du SEAE que l'on aurait dû attendre depuis des années des articles de l'ADPC, au point même de violer ses articles et leur esprit.

**Dans le cas de la** lauréate du prix Sakharov, **Aung San Suu Kyi**, le Parlement européen lui a retiré le prix Sakharov pour son "*inaction*" face aux crimes commis contre la communauté Rohingya en Birmanie. Le concept de réciprocité juridique nous donne une preuve supplémentaire que le **prix Sakharov devrait être un engagement de toutes les parties à ne jamais utiliser le silence diplomatique face à des violations des droits de l'homme, et encore moins face à des crimes contre l'humanité.**

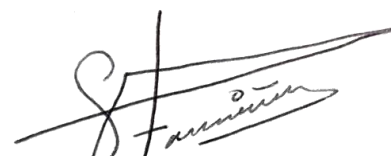
Nous avons fait part au SEAE de l'urgence de s'attaquer à la réalité qui prévaut à Cuba car, étant donné la divergence entre les objectifs exigés par le Parlement européen, les clauses de l'ADPC et la violation de celles-ci dans leur mise en œuvre par le SEAE, **si cette situation perdure, les lauréats cubains du prix Sakharov** qui n'ont pas encore eu la vie arrachée par le régime **proposeront au collectif des Dames en Blanc, et moi-même Guillermo Fariñas également, d'envisager le retrait de nos prix Sakharov, même avec une immense douleur.** Ces prix sont décernés à des personnes et des peuples qui luttent, depuis les conditions les plus pauvres, pour ce que l'homme a de plus sacré, les droits de l'homme les plus fondamentaux comme la liberté d'expression et, dans le cas de Cuba, le droit de ne pas être l'objet permanent de crimes contre l'humanité. Dans cette lutte, il faut soutenir les victimes en leur donnant une voix et un véritable soutien, et notre Prix Sakharov doit vivre dans ce contexte, et non l'inverse.

En annexe de cette lettre, vous trouverez la lettre envoyée à M. Josep Borrell et M. Eamon Gilmore, dans laquelle nous développons et démontrons en détail ce que nous avons déclaré ici.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués et fraternels,



Berta Soler, leader des Dames en blanc  
Prix Sakharov 2005



Guillermo Fariñas, coordinateur du Forum uni antitotalitaire (FANTU)  
Prix Sakharov 2010



ont été emprisonnées arbitrairement. Il y a maintenant plus de 5 000 détenus et plus de 1 500 personnes poursuivies arbitrairement.

Pour aggraver les choses, selon les propres résolutions du Parlement européen, il y a à Cuba **11 000 personnes condamnées sans avoir commis de crime** (art. 76.1 du Code pénal), pour "*comportement manifestement contraire à la morale socialiste*" (art. 72 du Code pénal) avec des peines moyennes de 2 ans et 10 mois. C'est ce qu'on appelle par euphémisme, dans le langage pénal cubain officiel, la "dangerosité sociale pré-pénale". Parmi les condamnés, tous ont en commun d'être mécontents du système, et il y a beaucoup de jeunes (surtout des Noirs, résultat d'un racisme profondément ancré dans le pouvoir), de libres penseurs et aussi un grand nombre de prisonniers politiques actuels et historiques.

Le Parlement européen a également confirmé que les travailleurs cubains en mission à l'étranger, toutes professions confondues, soit plus de 50 000 par an, subissent les violations des droits de l'homme les plus barbares, un fait également corroboré par les Nations unies, <sup>2</sup>la CIDH, <sup>3</sup>Human Rights Watch, <sup>4</sup>Prisoners Defenders, la <sup>5</sup>Human Rights Foundation <sup>6</sup>et de nombreuses ONG dans le monde. Il suffit de lire la législation qui régit ces missions : l'article 135 du Code pénal, la <sup>7</sup>résolution 168 de 2010 de la Mincex, <sup>8</sup>et l'actuelle résolution 368 de 2020 de la Mincex. <sup>9</sup>

Si en 2016, il y avait une centaine de prisonniers politiques, ajoutés aux milliers de prisonniers pour les condamnations pré-pénales précitées, il y a actuellement 591 prisonniers politiques et plus de 11 000 condamnés pour des "mesures de sécurité pré-pénales". Parmi les 591 enregistrés, et les centaines qui restent à enregistrer, il y a aussi de nombreux cas d'enfants, d'adolescents, de mères de jeunes enfants, de familles entières et, comme vous le savez, les menaces à l'encontre de tous et de leurs familles sont terrifiantes pour qu'ils gardent le silence sur ce qu'ils subissent.

Malgré les menaces, des dizaines d'allégations de torture en prison continuent d'être signalées en permanence dans tout le pays. Ils sont constamment racontés par des prisonniers politiques moins connus, mais aussi par des leaders démocratiques nommés par des ONG, l'Union européenne ou des organismes internationaux tels que les Nations unies et la CIDH. C'est le cas de **José Daniel Ferrer** (coordinateur général de l'UNPACU), **Félix Navarro** (président du parti pour la démocratie Pedro Luis Boitel), **Maykel Osorbo** (fondateur de Patria y Vida), **Luis Manuel Otero Alcántara** (fondateur du mouvement San Isidro) ou **Aymara Nieto Muñoz** (Dama de Blanco), pour n'en citer que quelques-uns.

Si la dictature du Nicaragua a emprisonné tous ses opposants afin de contrôler le pouvoir par le biais d'élections frauduleuses, le régime de Cuba a emprisonné des milliers d'opposants, des citoyens mécontents sans délits et des civils innocents qui ont manifesté le 11 juin, prenant en otage tout un peuple pour empêcher tout changement minimal vers le respect des droits de l'homme.

La **violation des droits de l'homme a augmenté de manière exponentielle depuis la signature de l'Accord de Dialogue Politique et de Coopération entre Cuba et l'Union européenne (ADPC)**. Les prisonniers politiques se sont multipliés, la répression s'est intensifiée et la population est aujourd'hui massivement touchée par la répression et la violence politique la plus cruelle. L'actuelle ADPC avec Cuba a produit plus de résultats négatifs que toute politique européenne antérieure.

Tout comme l'aile conservatrice s'est débarrassée il y a des années de ses plus grands démons (Hitler, Franco et Pinochet en sont trois), la politique européenne en général doit comprendre que la situation du peuple cubain ne

<sup>2</sup> UN OHCHR - AL CUB 6/2019, à partir du 6/11/2019 :

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gld=24868>

<sup>3</sup> Extrait du Rapport CIDH Cuba 2020 - Missions médicales FR :

[https://drive.google.com/open?id=14LhMp7DxPynMhvaN0Bd0H\\_Lst6SE3krw](https://drive.google.com/open?id=14LhMp7DxPynMhvaN0Bd0H_Lst6SE3krw)

<sup>4</sup> Human Rights Watch - Cuba : Règles répressives contre les médecins en mission :

<https://www.hrw.org/es/news/2020/07/23/cuba-normas-represivas-contra-medicos-en-mision>

<sup>5</sup> Prisoners Defenders - FR - Briefing de l'affaire 622 Médecins cubains contre Gouvernement cubain - ICC&UN :

[https://drive.google.com/open?id=1Egbd9WnsJvJAWOFyvNN1pwgRC2\\_kpKHD](https://drive.google.com/open?id=1Egbd9WnsJvJAWOFyvNN1pwgRC2_kpKHD)

<sup>6</sup> HRF - Cuba : 60 ans de révolution, 60 ans d'oppression : <https://hrf.org/cuba-60-years-of-revolution-60-years-of-oppression/>

<sup>7</sup> Art. 135 du Code pénal : <https://drive.google.com/open?id=184YAmXvhY5YKahuK9kUihhG5A7PJgayI>

<sup>8</sup> Résolution 168 de 2010 du Ministère du commerce extérieur et de l'investissement de Cuba :

[https://drive.google.com/open?id=1KVGLA62ex\\_81LaYhFMZxnsY7LKIGjD-I](https://drive.google.com/open?id=1KVGLA62ex_81LaYhFMZxnsY7LKIGjD-I)

<sup>9</sup> Résolution 368 de 2020 du ministère cubain du commerce extérieur et de l'investissement :

[https://drive.google.com/open?id=19laZrP-hc6b1redl\\_7IB-sSiM5hal4hs](https://drive.google.com/open?id=19laZrP-hc6b1redl_7IB-sSiM5hal4hs)

reflète pas le choix d'un peuple souverain dans un modèle "différent" - encore mal géré ou entravé par des forces extérieures - mais plutôt le maintien au pouvoir d'une caste monarchique, filiale et féodale qui pratique les crimes les plus horribles contre l'humanité à grande échelle pour empêcher tout espace de liberté pour son peuple. Persécutions, disparitions forcées - Cuba est déjà, depuis quatre ans, le cinquième pays au monde pour le nombre d'actions urgentes du Comité des Nations unies contre les disparitions forcées -, <sup>10</sup>emprisonnements arbitraires, tortures, meurtres consentis et commandités par l'État tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la prison (comme dans le cas récent de Diubis Laurencio Tejeda), déportations forcées généralisées que les Nations unies ont dénoncées, <sup>11</sup>esclavage exercé sur les travailleurs à l'étranger et dans le pays, la violence et le harcèlement sexuel des femmes travaillant à l'étranger, que dénoncent 40% des 622 témoignages présentés aux Nations unies et à la Cour pénale internationale, <sup>12</sup>et la commission d'autres actes inhumains tels que la séparation forcée des parents et des enfants mineurs dans des dizaines de milliers de cas, <sup>13</sup>sont autant de **crimes contre l'humanité tels que définis par le Statut de Rome qui sont perpétrés à Cuba et que l'Union européenne n'ignore pas.**

Ces crimes généralisés créent un exode parmi la population civile et aussi parmi les activistes. Lorsqu'un militant est contraint de s'expatrier de Cuba, cela est utilisé par le régime et ses agents de renseignement et de génération d'opinion nationale et internationale pour faire taire et décourager toute expression de mécontentement social, économique ou politique. L'expatriation forcée de Cuba est doublement douloureuse, car elle est utilisée à la télévision nationale et dans les médias cubains pour insulter et discréditer ceux qui souffrent de ces situations.

L'émigration massive face au manque d'espoir et de droits de l'homme, pour sa part, est utilisée comme une source de ressources économiques, une fois que les émigrants sont régularisés et commencent à soutenir leurs familles à l'étranger, avec des devises étrangères qui sont livrées aux Cubains en monnaie nationale moyennant des commissions de transfert extrêmement élevées qui tombent sous le coup des réglementations internationales sur l'usure financière, interdite et hors la loi dans de nombreux pays, et, en outre, les livraisons aux citoyens cubains sont effectuées à un taux de change de 24 pesos pour un dollar, alors que la valeur du dollar sur le marché libre est supérieure à 65 pesos. Cela signifie une commission réelle de plus de 60% de la valeur de l'argent qui entre à Cuba par les canaux du régime. Tout cela constitue une gigantesque machine à revenus pour le régime qui exploite les familles à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur de l'île, si l'on tient compte du fait que les envois de fonds vers Cuba représentent un apport de devises plus important pour l'île que le tourisme lui-même.

Nous vivons dans une situation désolante et nous condamnons fermement la violation systématique, massive et odieuse des droits de l'homme perpétrée par le régime cubain à l'encontre de notre peuple, en particulier à l'intérieur de l'île, mais aussi à l'extérieur.

Il n'y a aucune différence dans la nature des crimes commis dans les diverses dictatures, que ce soit au nom des classes riches et de l'élite ou au nom du prolétariat. Tous, en utilisant des arguments différents et des publics différents, finissent par avoir exactement le même effet.

Lorsque les différentes stratégies employées pour réaliser une transition vers la démocratie sont confrontées à la réalité d'un **pays pris en otage par un régime qui commet des crimes contre l'humanité** dans le seul but de conserver le pouvoir politique et de refuser ainsi tout changement de système, dans un système monolithique sans aucune interaction avec la société civile qui est également persécutée, **il devient nécessaire d'employer des approches plus efficaces** et applicables à ce type de régime. C'est une triste réalité pour le peuple cubain, et pour l'Union européenne, que l'ADPC n'ait pas réussi à améliorer les droits de l'homme sur l'île.

C'est avec un immense honneur et une grande gratitude que nous, les soussignés, avons reçu l'élan de solidarité européenne qui nous a permis de recevoir les Prix Sakharov. Depuis lors, nous avons reçu de nombreux

<sup>10</sup> Rapport du Comité sur les disparitions forcées 2020 (CED\_C\_19\_2\_32030\_F) :

<https://drive.google.com/open?id=1sJ5SoUeUDsGvLpG5F6yeGf5EGS5rQRrm>

<sup>11</sup> 2019 - 72 cas d'expatriation forcée de Cuba - HCDH - JAL CUB 5/2019 :

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gld=24788>

<sup>12</sup> Prisoners Defenders - FR - Briefing de l'affaire 622 Médecins cubains contre Gouvernement cubain - ICC&UN :

[https://drive.google.com/open?id=1EgbD9WnsJvJAWOFyvNN1pwwRC2\\_kpKHD](https://drive.google.com/open?id=1EgbD9WnsJvJAWOFyvNN1pwwRC2_kpKHD)

<sup>13</sup> Prisonniers Défenseurs - La séparation forcée des médecins cubains et de leurs enfants pendant 8 ans provoque de graves handicaps chez les enfants : [https://drive.google.com/open?id=1S77U\\_Gf8gXKVU2B-vxn7p7uB2J2oJls3](https://drive.google.com/open?id=1S77U_Gf8gXKVU2B-vxn7p7uB2J2oJls3)



témoignages de solidarité de la part du Parlement européen. La situation s'est toutefois inversée du côté de l'exécutif de l'Union européenne.

Comme vous le savez, nous, les lauréats du prix Sakharov, subissons à Cuba une répression indicible et constante. Deux exemples de la manière dont le Parlement européen documente et connaît cette répression peuvent être lus dans les résolutions P9\_TA(2021) 0292 du 10 juin 2021 et P9\_TA(2021)0389 du 16 septembre 2021.

De même, la résolution P9\_TA(2021)0389 du Parlement européen du 16 septembre 2021 est libellée comme suit : *"considérant que les lauréats du prix Sakharov continuent de subir des mesures de répression systématiques, telles que des arrestations arbitraires, des descentes et des sièges de leurs domiciles, des agressions et des amendes arbitraires, qui ont été documentées par l'OCDH et le Centre cubain des droits de l'homme ; considérant que les Damas de Blanco ont subi au moins 318 mesures de répression au cours des trois derniers mois : 60 en juin, 142 en juillet et 116 en août ; que le lauréat du prix Sakharov, Guillermo Fariñas Hernández, a déclaré que, conformément aux informations susmentionnées fournies par les organisations de défense des droits de l'homme, il subit lui aussi une répression systématique tous les mois depuis des années, que ses appels téléphoniques sont surveillés et que, lorsqu'il quitte son domicile, il est systématiquement détenu à quelques centaines de mètres de là ; qu'au cours du seul mois de septembre, il a été détenu arbitrairement à trois reprises, la dernière fois le 8 septembre 2021 ;"*

La résolution P9\_TA(2021)0292 du 10 juin 2021 est libellée comme suit : *"K. considérant que le Parlement a décerné son prix Sakharov pour la liberté de l'esprit à trois reprises à des militants cubains, à savoir Oswaldo Payá en 2002, les Damas de Blanco (Berta Soler) en 2005 et Guillermo Fariñas en 2010 ; considérant que les autorités cubaines ont systématiquement empêché les lauréats du prix Sakharov et leurs familles de quitter le pays et de participer à des événements internationaux, y compris ceux organisés par le Parlement européen, malgré de nombreuses invitations, la dernière fois le 11 décembre 2020 ; que leurs tactiques ont inclus le harcèlement, l'intimidation et la détention arbitraire de Berta Soler et Reinaldo Escobar, ainsi que la restriction de la connexion Internet d'autres participants ; que le président de la délégation pour les relations avec les pays d'Amérique centrale, le président de la commission des affaires étrangères et un vice-président du Parlement ont signé une déclaration commune dénonçant le harcèlement des militants ; que leur défense et leur soutien par la délégation de l'UE à La Havane suscitent des inquiétudes ; que ni le Service européen d'action extérieure (SEAE) ni la délégation de l'UE à Cuba n'ont fait de déclaration pour les défendre ou ont manifesté un quelconque soutien public ou privé ; "...que le Parlement européen n'a pas fait de déclaration pour les défendre ou a manifesté un quelconque soutien public ou privé ;"*

La répression des lauréats du prix Sakharov à Cuba est, comme le dit leur Parlement, extrêmement grave. À toute cette répression constante s'ajoutent des cas particulièrement tragiques, comme l'emprisonnement depuis 2018 de l'Aymara Nieto Muñoz, initialement condamnée à 4 ans, une peine que le régime cherche à prolonger en prison pour un nouveau crime fabriqué dans la prison, ce qui ajouterait 5 années supplémentaires à sa peine. Aymara subit toutes sortes de tortures physiques et psychologiques. Elle purge sa peine dans la prison pour femmes El Manatí, à Las Tunas, à plus de 600 kilomètres de l'endroit où elle vit avec sa famille. Dans le cas de l'Aymara Nieto Muñoz, il est également vrai que *"ni le Service européen d'action extérieure (SEAE) ni la délégation de l'UE à Cuba n'ont fait de déclaration pour la défendre ou n'ont manifesté un quelconque soutien public ou privé"*, comme l'a indiqué le Parlement européen lui-même à propos des prix Sakharov, bien qu'elle ait été déclarée arbitrairement emprisonnée par le Groupe de travail des Nations unies sur le droit à l'alimentation et qu'elle ait obtenu des mesures conservatoires de protection internationale de la part de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

Ce manque de soutien face à la répression que nous, lauréats du Prix Sakharov, subissons chaque mois est particulièrement inquiétant. Ni le Service européen d'action extérieure (SEAE) ni la Délégation de l'UE à Cuba ne maintiennent une communication constante face aux actes de répression, sauf en de très rares occasions par an et par le biais de SMS, alors que chaque mois la répression à notre encontre est brutale et de plus en plus excessive et fréquente. Nous n'avons pas eu de réunion en face à face depuis des années, mais en outre, aucune des communications ou des réunions ne peut être rendue publique, selon les instructions du SEAE.

Bien que l'accord de dialogue ratifié en 2016 établisse les échanges et le renforcement de la société civile comme fondamentaux, la réalité est que la Commission européenne a pris un engagement ultérieur envers le régime cubain, sans le consentement du Parlement, qui établit que *"la sélection des organisations de la société civile qui*

participeront à l'événement **doit être convenue par les deux parties**".<sup>14</sup> Le régime cubain autorise ou interdit ainsi les personnes que le SEAE rencontre publiquement dans le cadre du dialogue sur les droits de l'homme de l'ADPC, ce qui contredit l'accord même approuvé par le Parlement. À ce jour, après presque cinq ans, **pas une seule organisation de la société civile n'a tenu une seule réunion publique dans le cadre de l'accord de dialogue avec l'ambassade de l'UE à Cuba**. De même, les **organisations de la société civile n'ont jamais été bénéficiaires des fonds de coopération destinés à la société civile**.

Au contraire, **les organisations qui ont bénéficié de ces réunions et de ces fonds sont des organisations étatiques dépendant du régime et gérées par lui**, comme le démontre un rapport incontestable qui n'a jamais pu être démenti par le SEAE.<sup>15</sup> Cependant, ces organisations étatiques, bénéficiaires finales des fonds de l'UE destinés à la société civile, ont été présentées publiquement par le SEAE et l'ambassade de Cuba comme de la "société civile" à de nombreuses reprises,<sup>1617181920</sup> alors qu'il s'agit d'organisations liées au Parti communiste, qui est, selon la Constitution de 2019, "la plus haute force politique de la société et de l'État". Les statuts officiels de ces organisations, que le SEAE présente comme la "société civile", sont obéissants à la défense du régime et de la "révolution", et leurs principaux dirigeants sont des membres de la direction nationale du PCC, de l'Assemblée nationale et du Conseil d'État. Ces organisations présentées par le SEAE comme la "société civile" à Cuba sont financées par le régime et, de plus, sont formées aux techniques paramilitaires, participant à la répression politique et sociale.

À Cuba, la répression des droits de l'homme de ses citoyens est exercée par les "organisations de masse" du régime et d'autres organisations gouvernementales, ainsi que par la police et les forces armées, les services de renseignement et de contre-espionnage. La plupart des actions répressives sont produites par toutes ces entités, y compris en employant des civils et des travailleurs de l'État, constituant un contingent de forces para-militaires et para-policières qui tentent de cacher l'origine officielle de la répression. Les actes de répudiation, de surveillance et de fabrication de crimes et de faux témoins, tous organisés par le régime, sont quelques-unes des composantes répressives permanentes dont souffrent les lauréats du prix Sakharov, les militants des droits de l'homme, les artistes, les journalistes indépendants et la population civile dans son ensemble à Cuba. Les violences policières et militaires, également très fréquentes, sont soutenues par des actions violentes perpétrées par ces organisations gouvernementales dans une mesure plus ou moins grande.

Permettre à Cuba de désigner les organisations que l'UE peut ou non rendre visibles est extrêmement grave et va à l'encontre de toute tentative de renforcer la société civile dans un environnement répressif où sont commis des crimes contre l'humanité. Financer et rencontrer la société d'État et faire savoir qu'il s'agit de la "société civile" à Cuba est un acte encore plus grave de la part du SEAE et suscite l'inquiétude des défenseurs des droits de l'homme à Cuba car, selon le glossaire des résumés de la législation de l'Union européenne (EUR-Lex) : "la société civile désigne toutes les formes d'action sociale menées par des individus ou des groupes qui ne sont ni liés à l'État, ni gérés par lui".<sup>21</sup>

**Il est clair que les fonds destinés à la société civile et à l'esprit pro-démocratique de l'accord de dialogue sont détournés et que toute possibilité de renforcer la société civile est enterrée.**

**Les lauréats du prix Sakharov, comme le reste de la société civile, n'ont jamais eu une seule réunion publique avec l'ambassade de l'UE depuis l'entrée en vigueur de l'ADPC**, et on nous a toujours dit, en secret, que la

<sup>14</sup> Réponse de M. Javier Niño EEAS 9.43am 10.5.2021 - 2105 Réponse JN à CRD et al\_ re HRD CSS :

[https://drive.google.com/open?id=1UD9vJXTNoHxL\\_PRHzNHZfp8jJ8p6\\_UBK](https://drive.google.com/open?id=1UD9vJXTNoHxL_PRHzNHZfp8jJ8p6_UBK)

<sup>15</sup> La délégation de l'UE livre des devises étrangères au gouvernement cubain, en déclarant qu'elles ont été versées à la "société civile" cubaine : <https://www.prisonersdefenders.org/2021/05/10/la-delegacion-de-la-ue-entrega-divisas-al-gobierno-de-cuba-comunicandolas-como-aportadas-a-la-sociedad-civil-cubana/>.

<sup>16</sup> "Les représentants de la société civile cubaine et européenne ont échangé leurs points de vue sur des questions telles que la lutte contre la violence sexiste et la protection des familles" : [https://eeas.europa.eu/delegations/cuba/68675/la-ue-y-cuba-mantienen-un-di%C3%A1logo-sobre-los-derechos-humanos\\_es](https://eeas.europa.eu/delegations/cuba/68675/la-ue-y-cuba-mantienen-un-di%C3%A1logo-sobre-los-derechos-humanos_es).

<sup>17</sup> [https://eeas.europa.eu/delegations/cuba/82485/uni%C3%B3n-europea-apoya-cuba-en-su-respuesta-frente-la-covid-19\\_es](https://eeas.europa.eu/delegations/cuba/82485/uni%C3%B3n-europea-apoya-cuba-en-su-respuesta-frente-la-covid-19_es)

<sup>18</sup> [https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/71261/la-uni%C3%B3n-europea-y-cuba-mantienen-un-di%C3%A1logo-sobre-medidas-coercitivas-unilaterales\\_es](https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/71261/la-uni%C3%B3n-europea-y-cuba-mantienen-un-di%C3%A1logo-sobre-medidas-coercitivas-unilaterales_es)

<sup>19</sup> [https://eeas.europa.eu/delegations/cuba/95772/uni%C3%B3n-europea-y-cuba-sostienen-tercer-di%C3%A1logo-sobre-medidas-coercitivas-unilaterales\\_es](https://eeas.europa.eu/delegations/cuba/95772/uni%C3%B3n-europea-y-cuba-sostienen-tercer-di%C3%A1logo-sobre-medidas-coercitivas-unilaterales_es)

<sup>20</sup> [https://eeas.europa.eu/delegations/cuba/57200/fortalecimiento-de-la-sociedad-civil\\_es](https://eeas.europa.eu/delegations/cuba/57200/fortalecimiento-de-la-sociedad-civil_es)

<sup>21</sup> EUR-Lex, Glossaire - [EUR-Lex\(europa.eu\)](https://eur-lex.europa.eu)

discrétion était nécessaire pour "*ne pas altérer*" les relations avec le régime cubain. **Aucune organisation de la société civile à Cuba n'a été le bénéficiaire direct d'un fonds de coopération de la société civile.**

Il a été très difficile de vivre cette réalité mois après mois, année après année, dans l'abnégation et dans l'espoir que le déploiement de leurs stratégies porte ses fruits. Pendant ce temps, année après année depuis la signature de l'accord, la répression a gagné en intensité, en ampleur et en couverture, touchant des personnes de plus en plus variées : artistes, journalistes indépendants, libres penseurs, influenceurs des médias sociaux, et des milliers de civils de toutes les sphères et de toutes les provinces de Cuba.

S'attendre dans cet environnement à un comportement similaire à celui des transitions européennes comme celle de l'Espagne est très erratique. Cela implique une immense ignorance des différences notables entre les deux scénarios. Le dictateur Franco, par exemple, a consciemment créé une classe moyenne puissante qui, grâce à ses progrès économiques, a largement soutenu la dictature. Au fur et à mesure que ce segment de la population a augmenté en nombre et en autonomie, il s'est diversifié et a évolué dans une direction différente de celle du régime. Lorsque la classe moyenne a été responsabilisée, c'est elle qui a suscité et soutenu le soutien au changement de régime en Espagne.

A Cuba, la situation est totalement antagoniste à celle de l'Espagne, et particulièrement rocailleuse. L'entreprise militaire **GAESA**, dirigée par le gendre de Raúl Castro, le général de division **Luis Alberto Rodríguez Lopez-Calleja**, qui, enfant, a grandi dans le manoir de Raúl Castro comme l'un de ses fils, contrôle tous les appareils économiques de l'État. **Rien n'échappe au contrôle du GAESA dans l'économie nationale.** Toutes les entreprises cubaines font partie du GAESA ou opèrent sous son contrôle. Toutes les industries concernées, les importations et les exportations sont contrôlées par le GAESA, une agence des forces armées. Même les magasins où nous, les Cubains, achetons notre nourriture sont la propriété de GAESA. D'autre part, le **fils de Raul, Alejandro Castro Espin, contrôle l'appareil de contre-espionnage et de renseignement, qui contrôle à son tour l'armée du pays.** Les forces armées, quant à elles, obéissent pleinement au Comité central du Parti communiste, et surtout à son Bureau politique, où Luis Alberto Rodríguez Lopez-Calleja lui-même et l'entourage le plus proche de la famille Castro contrôlent toutes les décisions.

**Le pouvoir est donc monolithique à Cuba.** Il n'existe aucune possibilité de changement, même au sein du régime, puisque ni le peuple ni la société ne font partie de ce monolithe de pouvoir aux mains de la famille Castro.

Toutes les tentatives de créer une classe moyenne autonome à Cuba échouent, car c'est le régime qui empêche la création d'une telle classe moyenne. En restreignant leur liberté économique, en les empêchant d'importer, d'exporter ou de participer à un marché intérieur libre, en limitant les matières premières, les matériaux et la technologie, en contrôlant les prix, la demande et l'offre, le régime coupe tout espoir d'une telle possibilité. **Il n'y a pas de classe moyenne à Cuba à l'heure actuelle, et le régime ne permettra jamais qu'il y en ait une,** parce qu'il sait que la classe moyenne émancipée voudra mettre fin au régime, comme l'a fait la classe moyenne espagnole en 1975. Et c'est un régime dans lequel ne règne même pas un leader spécifique, c'est déjà un oligopole familial.

Par conséquent, toute tentative de comparer les transitions espagnole et autres à la transition cubaine n'est pas seulement une erreur. **Pendant que cette erreur est commise, la douleur et la souffrance causées par la répression augmentent à Cuba.**

**Le seul espoir pour ce peuple de parvenir à la démocratie est la force et la croissance de la société civile.** Mais la Commission européenne et le SEAE, mais pas le Parlement européen, ont longtemps contribué, comme nous l'avons indiqué, à dissimuler la société civile, en ne communiquant pas et en cachant même à la presse et au public les contacts établis, mais en se réunissant publiquement et en donnant des fonds à des entreprises d'État qu'elle appelle même "*société civile*" à Cuba. Tout cela avec une stratégie qui est non seulement fondamentalement défectueuse, mais dont il a été démontré à ce jour qu'elle avait l'effet inverse de celui escompté, laissant les milliers de victimes complètement sans protection.

Dans certains forums avec des ONG internationales, le SEAE a indiqué que les fonds ne sont pas accordés à la société civile parce qu'ils ne sont pas dûment enregistrés à Cuba. Le SEAE est bien conscient que la loi cubaine empêche par définition légale l'enregistrement d'associations qui ne dépendent pas de l'État. C'est pourquoi le



SEAE, lors d'une réunion avec des ONG internationales, est allé jusqu'à qualifier les entreprises publiques de "*société civile dépendante*" du régime,<sup>22</sup> ce qui est un oxymore, une contradiction totale avec la définition de la "société civile".

Un bref examen de la loi sur les associations, la loi 54, suffit à comprendre pourquoi aucune organisation indépendante n'est enregistrée à Cuba. L'article 13 de cette loi établit la dépendance de chacune des associations à enregistrer vis-à-vis de l'État, et l'article 8 rend l'article 13 précité obligatoire pour que l'enregistrement soit possible. **Il est donc impossible d'enregistrer une association indépendante à Cuba, et toutes les organisations enregistrées après 1959 sont créées par l'État.**

**Par définition juridique, il n'existe donc pas de société civile légalement enregistrée à Cuba ; elle est empêchée par la loi,** et ce depuis l'arrivée au pouvoir du régime. Alors que les associations indépendantes sont empêchées par la loi, comment se fait-il que les associations indépendantes de la société civile à Cuba se voient refuser l'accès à l'aide de l'Union européenne alors que des fonds sont versés directement et indirectement (y compris par le biais d'ONG européennes) aux organisations du régime, au moment même où l'UE communique publiquement que les bénéficiaires actuels à Cuba sont des organisations de la "*société civile*" ?

Ceci est aussi contradictoire que le fait que l'ADPC a été signé dans le but de dialoguer publiquement avec la société civile, mais que ce dialogue public est refusé car il suppose une "*permission de dialoguer*" de la part des autorités cubaines.

Tout ceci décrit la manière dont la Commission européenne a mis en œuvre l'accord de dialogue et de coopération avec Cuba pendant toutes ces années.

**Cet accord de dialogue,** étant donné la manière dont il se déroule, même si certains de ses promoteurs avaient des motivations positives pour le défendre - ce dont nous ne doutons pas -, perd toute valeur initiale, tout sens et, sans que ce soit sa finalité, **il est devenu un instrument qui collabore au soutien économique et propagandiste du régime,** D'autant plus que le plus haut représentant du SEAE lui-même justifie dans les médias la répression du 11 juillet comme si elle avait un rôle fondamental dans les sanctions américaines,<sup>23</sup> ce qui est absurde, puisque l'absence des droits fondamentaux des Cubains causée par le régime, comme la liberté d'expression, de presse, de manifestation, d'association, le droit à la vie, à la sécurité ou à un traitement digne, est causée par le régime depuis 1959, et n'a rien à voir avec l'embargo. Cette absence de droits était identique lorsque le camp socialiste alimentait les caisses de la République de Cuba et qu'il n'y avait pas de famine sur l'île.

Nous souhaitons réfléchir à un certain nombre de faits et de réalités. Si un régime dictatorial, par concession de l'UE, est celui qui approuve les organisations avec lesquelles l'ambassade de l'UE se réunit ; si aucune organisation ou lauréat du prix Sakharov n'a eu une seule réunion publique à Cuba avec l'ambassade de l'UE sur l'île depuis des années, toutes les réunions se déroulant en privé, avec l'excuse de "ne pas déranger" ; si l'ambassade de l'UE, au contraire, ne rencontre publiquement que ces organisations du régime, et les appelle aussi "société civile" devant les médias ; si l'ambassade de l'UE, le SEAE et le DevCo donnent des fonds économiques, définis dans le budget comme des programmes de la société civile, aux sociétés gouvernementales cubaines, mais en indiquant aux Européens et à la presse que ces organisations sont la société civile de Cuba... Où en sont la société civile et les Prix Sakharov à Cuba ?

**Ce qui est en cours est la méthode parfaite pour la délégitimation de la société civile cubaine,** mais nous savons que cette situation n'est pas ce que veulent les députés européens, ni les politiciens et les dirigeants de l'UE. Nous savons que c'est l'effet d'avoir adopté des positions de cession dans l'optique d'un régime non monolithique. Ils ont eu tort, et cette situation a causé beaucoup de dégâts.

Ils comprendront donc qu'ils doivent sérieusement réfléchir s'ils vont respecter ou non nos Prix Sakharov et la société civile à Cuba, et ne pas avoir honte de la promouvoir avec des dialogues publics depuis l'endroit où ils doivent avoir lieu, l'ambassade de l'Union européenne, en la soutenant également avec des fonds de coopération destinés à la société civile, **ou si le plus conforme aux actions de la Commission européenne est de retirer le**

<sup>22</sup> Lettre de Civil Rights Defenders, Prisoners Defenders, CADAL, Demo AMLAT, Cultura Democrática, Freedom House et Freemuse à M. Josep Borrell et Eamon Gilmore : [https://drive.google.com/open?id=1ucCxNrqt1vk\\_BnGkzITl\\_q3LeUldUF](https://drive.google.com/open?id=1ucCxNrqt1vk_BnGkzITl_q3LeUldUF)

<sup>23</sup> El Diario.es, 14 juillet 2021 : [Borrell : "Nous devons être honnêtes, la situation à Cuba a empiré de façon dramatique à cause des décisions prises par M. Trump"](#)

**prix Sakharov à ceux d'entre nous qui le détiennent**, parce que nous avons décrit des actes très graves qui violent l'esprit du prix Sakharov, le traitement de la société civile cubaine, l'accord de dialogue approuvé par le Parlement européen, le contrôle des fonds de coopération de l'UE et la protection des droits de l'homme comme axe fondamental des relations de l'UE avec Cuba.

La défense des droits de l'homme doit prévaloir dans les relations entre Cuba et l'Union européenne, et nous sommes loin d'y être parvenus avec la mise en œuvre de l'actuel ADPC.

Enfin, réaffirmer que seule l'autonomisation de la société civile grâce à une visibilité publique et à des fonds de coopération, seule une défense ferme des droits de l'homme, et seule l'application de sanctions bien conçues qui affectent la viabilité du régime et nuisent le moins possible au peuple cubain, Le peuple cubain attend déjà avec impatience un changement, car le 11 juin, il a découvert qu'il n'avait pas d'État ni de gouvernement, mais un groupe de criminels contre l'humanité qui a détenu, maltraité, torturé des milliers de détenus et qui juge et condamne à des dizaines d'années de prison plus de mille innocents parmi les détenus qui voulaient seulement demander la liberté.

Il convient également de rappeler, d'une part, l'importance vitale de la ratification par Cuba du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et, d'autre part, l'importance capitale du fait que la Commission européenne et le SEAE s'expriment, non seulement à titre exceptionnel mais de manière régulière, en faveur de la libération de tous les prisonniers politiques à Cuba.

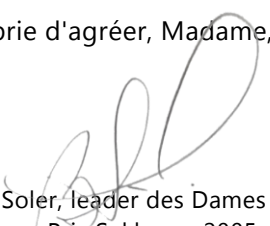
À Cuba, des millions de personnes sont soumises à une oppression terrifiante et dramatique. Au milieu de cette situation, tant les lauréats du prix Sakharov que la société civile dans son ensemble se sentent abandonnés et sous-estimés par le SEAE et, alors que la violence de l'État se radicalise de plus en plus contre nous tous, nous ne trouvons toujours pas les signes de soutien public et d'aide de la part du SEAE que nous aurions dû attendre depuis des années des articles de l'ADPC.

**Dans le cas de la** lauréate du prix Sakharov, **Aung San Suu Kyi**, le Parlement européen lui a retiré le prix Sakharov pour son "*inaction*" face aux crimes commis contre la communauté rohingya en Birmanie. Le concept de réciprocité juridique nous donne une preuve supplémentaire que le **prix Sakharov devrait être un engagement de toutes les parties à ne jamais utiliser le silence diplomatique face à des violations des droits de l'homme, et encore moins face à des crimes contre l'humanité.**

Nous avons fait part au SEAE de l'urgence de se pencher sur la réalité qui prévaut à Cuba car, étant donné la divergence entre les objectifs légiférés par le Parlement européen et la violation de ces objectifs dans leur mise en œuvre, **si cette situation perdure, les lauréats cubains du prix Sakharov**, dont la vie n'a pas encore été enlevée par le régime, **proposeront au collectif des Dames en blanc, et moi-même Guillermo Fariñas également, le retrait, même avec une immense douleur, du prix Sakharov.** Ces prix sont décernés à des personnes et des peuples qui luttent, depuis les conditions les plus pauvres, pour ce que l'homme a de plus sacré, les droits de l'homme les plus fondamentaux comme la liberté d'expression et, dans le cas de Cuba, le droit de ne pas être l'objet permanent de crimes contre l'humanité. Dans cette lutte, il faut soutenir les victimes en leur donnant une voix et un véritable soutien, et notre Prix Sakharov doit vivre dans ce contexte, et non l'inverse.

Encore une fois, nous vous remercions d'avoir lu cette lettre et nous espérons que vous comprendrez la nécessité pour la politique européenne sur les crimes contre l'humanité commis à Cuba de ne pas utiliser le silence comme principale arme diplomatique, mais que vous serez la voix de la défense d'un peuple sans protection qui a la **responsabilité de se protéger** contre les très graves et odieux crimes contre l'humanité qui ont lieu à Cuba.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

  
Berta Soler, leader des Dames en blanc  
Prix Sakharov 2005

  
Guillermo Fariñas, coordinateur du Forum anti-totalitaire (FANTU)  
Prix Sakharov 2010